



Les démocrates endossent la « guerre mondiale au terrorisme » : Obama « pourchasse » Osama.

Par [Prof Michel Chossudovsky](#)

Mondialisation.ca, 04 septembre 2008

4 septembre 2008

Région : [États-Unis](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),

[Militarisation](#)

Analyses: [Élections USA](#)

La « promesse américaine » d'Obama, c'est la guerre.

Barack Obama adhère à la « guerre mondiale au terrorisme » (GMAT).

La campagne Obama-Biden approuve le fondement même de l'agenda du gouvernement Bush en matière de politique étrangère: « pourchasser Osama ben Laden, le débusquer ».

La rhétorique est plus douce, mais l'essentiel est pratiquement identique :

« Car, alors que le sénateur McCain tournait son regard vers l'Irak quelques jours seulement après le 11 septembre, je me suis levé et me suis opposé à cette guerre, sachant qu'elle nous distrairait des vraies menaces auxquelles nous faisons face. Quand John McCain a dit que nous pouvions nous en tirer en Afghanistan, j'ai argumenté **en faveur de l'augmentation des ressources et des troupes afin de terminer le combat contre les terroristes qui nous ont réellement attaqués le 11 septembre**, et j'ai précisé que nous devons débusquer Osama ben Laden et ses acolytes s'ils sont dans notre champ de vision. John McCain aime dire qu'il poursuivra ben Laden jusqu'aux portes de l'enfer, mais il n'ose même pas aller dans la caverne où il vit. [Applaudissements]

Et aujourd'hui, alors que ma demande pour un calendrier de retrait des troupes en Irak a fait écho auprès du gouvernement irakien et même de l'administration Bush, même après avoir appris que l'Irak a un surplus de 79 milliards de dollars alors que nous nous vautrons dans les déficits, John McCain demeure seul dans son refus obstiné d'en finir avec une guerre mal dirigée.

Ce n'est pas le jugement dont nous avons besoin. Cela ne gardera pas l'Amérique en sécurité. Nous avons besoin d'un président qui peut affronter les menaces futures, pas d'un président qui tente de s'accrocher aux idées du passé » ([La promesse américaine, 28 août 2008, Convention démocrate](#). Denver, souligné par l'auteur)

Opération de camouflage du 11 septembre

Les démocrates ont cautionné le « mensonge éhonté ». On conserve ben Laden en tant « qu'ennemi de l'extérieur » qui menace la patrie états-unienne. Le fait que ben Laden soit un atout des services de renseignements financé par les États-Unis, créé et soutenu par la CIA, n'est jamais mentionné.

La campagne d'Obama galvanise l'appui du public en faveur de la « guerre mondiale au terrorisme ». Selon le candidat à la vice-présidence, Joe Biden :

« Le fait est **qu'Al Quaida et les talibans, ceux qui nous ont réellement attaqués le 11 septembre** [note : exactement la même formulation que dans le discours d'Obama], ils se sont regroupés dans les montagnes entre l'Afghanistan et le Pakistan et préparent de nouvelles attaques. Et le président de l'état-major interarmées a repris la demande de Barack d'augmenter les troupes, et John McCain avait tort et Barack Obama avait raison. » (Joe Biden, Convention démocrate. Denver, 27 août 2008 souligné par l'auteur)

Contrairement à l'Irak, la campagne Obama-Biden décrit la guerre d'Afghanistan comme une « guerre juste », une guerre de vengeance entamée en octobre 2001 en réaction aux attaques du 11 septembre.

Ce concept de « guerre juste » en ce qui concerne l'Afghanistan a été reprise par plusieurs intellectuels libéraux et « progressistes » éminents: en revanche, la guerre en Irak est vue comme une guerre illégale. En octobre 2001, l'attaque en Afghanistan était appuyée par de nombreux organismes de la société civile pour des raisons humanitaires.

Il ne s'agit en aucun cas d'une coïncidence si les érudits et les intellectuels « *gauchistes* », qui n'ont pas réussi à aborder la question de l'utilisation des attaques du 11 septembre comme prétexte pour faire la guerre, ont manifesté leur appui pour Barack Obama. Le magazine [The Nation et Progressive Democrats for America](#) sont inconditionnellement derrière le ticket Obama-Biden.

La campagne Obama-Biden a cautionné l'opération de camouflage du 11 septembre. Sans l'ombre d'une preuve, on dépeint l'Afghanistan, un pays de 34 millions d'habitants (la grandeur du Canada), comme l'État commanditaire des attaques du 11 septembre. La prémisse fondamentale est acceptée par les démocrates.

Obama maintient fermement que le 11 septembre était un acte d'agression dirigé contre les États-Unis, et ainsi justifie une guerre de vengeance dirigée contre « les terroristes islamiques » et les États qui les financent.

La « guerre mondiale au terrorisme » (GMAT) est le produit d'un agenda habilement conçu par le renseignement militaire, lequel détermine la portée de la politique étrangère des États-Unis.

Les deux Partis, républicain et démocrate, appuient la GMAT. Le renseignement états-unien outrepassa la politique partisane. La GMAT se trouve dans la plateforme de la campagne présidentielle des deux partis. On ne questionne ni sa validité, ni ses conséquences. Le fait qu'elle se fonde sur un « mensonge éhonté » n'est pas un problème.

Les dépenses en défense montent en flèche

Barack Obama ainsi que John McCain ont fait savoir qu'ils augmenteront l'ensemble des dépenses en défense, tout en réorganisant le système d'approvisionnement du Pentagone en vue de réduire le dépassement des coûts (voir [Bloomberg](#), 30 juin 2008 et Reuters, 29 août 2008).

Pour l'année fiscale 2009, le département de la Défense états-unien demande un budget de 515 milliards de dollars ainsi que 70 milliards de plus « *pour couvrir les coûts de la guerre dans les premiers mois d'une nouvelle administration [...]*» Ces deux montants combinés représenteraient le montant le plus élevé des dépenses militaires depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale (ajustés par rapport à l'inflation). » (csmonitor.com, 6 février 2008)

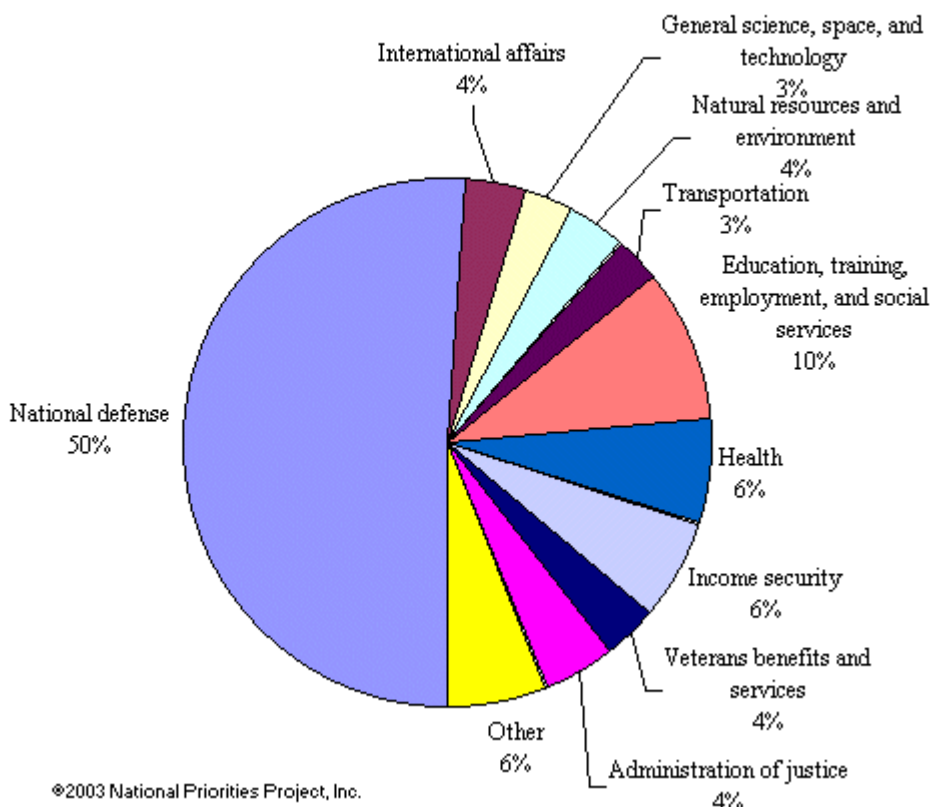
Le message d'Obama saute aux yeux. Il appuie la proposition de l'administration Bush d'accroître les dépenses militaires. Il veut dépenser plus d'argent pour des armes et des troupes. La poursuite de ben Laden et la « guerre mondiale au terrorisme » constituent sa principale justification pour l'augmentation des dépenses en défense :

« Plus de ressources et plus de troupes pour terminer le combat contre les terroristes qui nous ont réellement attaqués le 11 septembre [...] »

Mais en même temps, Obama promet plus de fonds pour l'éducation et la santé.

« Il est temps de faire face à notre devoir moral de donner une meilleure éducation à chaque enfant, [...] Je vais investir dans l'éducation de la petite enfance. Je vais recruter une armée de nouveaux professeurs, leur donner un salaire plus élevé et plus de support. [...]

Il est temps de finalement tenir notre promesse de rendre les soins de santé accessibles pour chaque états-unien... («La promesse américaine» («[The American Promise](#)»), 28 août 2008, Convention démocrate, Denver, souligné par l'auteur)

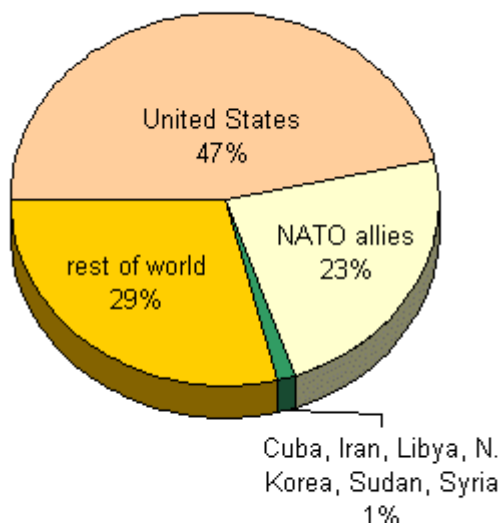


Y aura-t-il un virage au niveau des priorités des dépenses?

Sous l'administration Bush, la défense était favorisée par rapport à toutes les autres catégories de dépenses (voir le tableau ci-dessus pour l'année fiscale 2004). Une administration Obama changera-t-elle la structure des dépenses du gouvernement fédéral?

Réduira-t-il la quantité absolue des dépenses en matière de défense, laquelle représente approximativement 47 pourcent des dépenses mondiales en la matière (tous les pays combinés)? (Voir le tableau ci-dessous)

World Military Spending, 2004

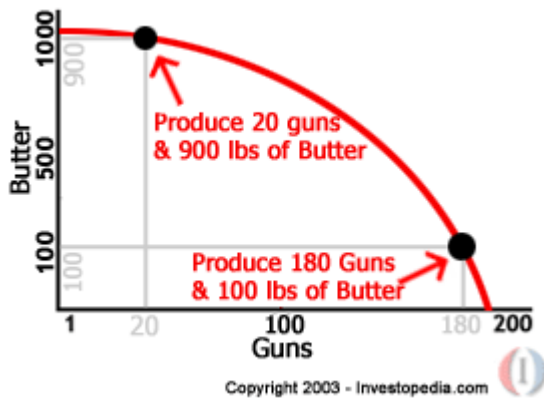


© 2005 National Priorities Project, Inc.

Du beurre ou des canons

Visiblement, Barack Obama comprend le dilemme « *du beurre ou des canons* » (Guns versus Butter).

Il ne mentionne pas une des relations macroéconomiques fondamentale, à savoir la question de l'investissement public dans l'économie de guerre par opposition au financement de programmes sociaux par les impôts. Dans l'ensemble, cela soulève également la question du rôle du trésor ainsi que du système monétaire des États-Unis dans le financement sans relâche du complexe militaro-industriel et de la guerre au Moyen-Orient au détriment de la majorité des secteurs de l'activité économique publique.



Plus de ressources pour la guerre et les armes, tel que le proposent Obama et McCain, favorise les Cinq grands entrepreneurs de la défense (Lockheed Martin, Northrop Grunman, Raytheon, Boeing et General Dynamics), le Halliburton de Dick Cheney, British Aerospace, sans compter Blackwater, MPRI et al, au détriment des secteurs publics, incluant les économies nationale, régionales et locales.

Les dépenses militaires créent du chômage

L'argent des impôts alloué à la défense et la sécurité nationales, tel que promis par Obama, aura pour effet la création de chômage.

Contrairement à la Seconde Guerre mondiale, l'économie de guerre du 21e siècle ne crée pas d'emploi.

Les coûts de la création d'emploi dans le complexe militaro-industriel sont exorbitants lorsqu'on les compare à ceux des secteurs publics. En retour, les ressources financières concentrées chez les entrepreneurs du département de la Défense par le gouvernement états-unien réduit de façon draconienne les dépenses publiques en faveur de toutes les autres catégories de dépenses.

Lockheed Martin et Northrop Grumman sont impliqués dans le développement du [Joint Fighter program](#). Selon les estimations initiales, **5400 emplois ont été créés au coût unitaire de 37 millions de dollars par emploi** (voir Michel Chossudovsky, [War is Good for Business](#), Global Research, 16 septembre 2001). De même, à l'usine d'assemblage chez Boeing, **chaque emploi créé dans le programme Joint Strike Fighter a coûté 66,7 millions de dollars aux contribuables états-unis** (Seattle Post-Intelligencer, 7 septembre 2001).

En ce qui a trait au [F22 Raptor fighter](#), assemblé à l'usine Marietta de Lockheed Martin en Géorgie, les coûts unitaires estimatifs étaient de 85 millions de dollars. Trois mille (3000) emplois directs devaient être créés au coût *estimatif* de 20 millions de dollars par emploi (ibid.). En 2005, une fois terminé, le coût du programme était de l'ordre de 62 milliards de dollars. Selon les données de 2008 des compagnies, approximativement 2000 emplois demeurent liés à la production du F22 (voir [Free Republic](#), mars 2008). Deux mille emplois créés à l'usine Marietta de Lockheed en Géorgie au coût initial de 31 millions de dollars par emploi.

Imaginez combien d'emplois vous pourriez créer grâce à un investissement de 31 millions

de dollars dans les petites et moyennes entreprises à travers les États-Unis.



Ces dépenses en matière de défense (*post 9/11*) par l'administration Bush provoquent le chômage généralisé. De plus, elles sont financées par la réduction des programmes sociaux des États-Unis, qui à son tour contribue à exacerber la pauvreté et le chômage.

L'économie de guerre d'Obama

La campagne d'Obama accepte la logique d'une économie de guerre qui provoque le chômage et la pauvreté au pays et engendre à la fois la mort et la destruction dans le théâtre de la guerre du Moyen-Orient.

Cette voie de l'économie états-unienne post 11 septembre a rempli les poches d'une poignée de sociétés d'entrepreneurs de la défense, tout en contribuant de façon très marginale à la réinsertion au travail de travailleurs spécialisés, scientifiques et techniques, mis à pieds par l'économie publique.

Il n'est pas surprenant que les entrepreneurs du domaine de la défense, alors qu'ils favorisent McCain, sont aussi de fervents partisans d'Obama.

Le plus grand entrepreneur militaire des États-Unis, Lockheed Martin (aussi partenaire d'affaires d'Halliburton de Dick Cheney), était présent à la convention démocrate, parmi un vaste réseau de puissants commanditaires corporatifs et de lobbys. Selon un porte-parole de la compagnie :

« Lockheed Martin appuie fermement notre processus politique national et les candidats qui appuient la défense et la sécurité nationales, la haute technologie et les initiatives en matière d'éducation [...] » (cité par Bill van Auken, Demokrats convene in Denver amid police state security and a sea of corporate cash, Global Research, août 2008).

Le mensonge éhonté

Les mensonges d'Obama sont peut-être plus subtils que ceux de George W, certes, mais au fond, nous faisons face à un continuum.

La « guerre mondiale au terrorisme » est un élément fondamental de la campagne d'Obama. Les « terroristes islamiques » menacent le mode de vie états-unien. Al Quaïda et les présumés États qui les financent sont présentés comme étant la principale menace au pays et à l'étranger.

Les entreprises médiatiques applaudissent.

Aucun changement de cap.

Le fonctionnement de la doctrine de guerre préventive dirigée contre les « terroristes islamiques » et les États qui les financent demeure intact.

La même chose s'applique à la doctrine post 11 septembre des armes nucléaires telle que formulée dans la Nuclear Posture Review de 2002 (NPR). Les armes nucléaires figurent au tableau du Pentagone, dans le but d'être utilisées dans le théâtre de guerre du Moyen-Orient, et les démocrates appuient entièrement l'utilisation d'armes nucléaires préventives comme moyen de protéger la patrie états-unienne.

Sous couvert de « guerre mondiale au terrorisme », l'appareil de la sécurité nationale, sans compter la législation anti-terroriste du *Patriot Act*, l'appareil de surveillance *Big Brother* demeurerait intact sous une administration Obama.

Pour Obama, le 11 septembre représente la principale justification pour mener une guerre humanitaire au Moyen-Orient et en Asie Centrale. À cet égard, sa position ne diffère pas de celle de l'administration Bush.

Se retirer de l'Irak, demeurer en Afghanistan.

Ramener les troupes d'Irak, les envoyer en Afghanistan.

Confronter l'Iran, mettre la Russie au défi :

« Je vais terminer cette guerre en Irak de façon responsable et **terminer le combat contre Al Quaïda et les talibans en Afghanistan**. Je vais rebâtir notre armée afin de faire face aux conflits futurs. Mais je vais également **renouveler la diplomatie directe et musclée pouvant empêcher l'Iran** d'obtenir des armes nucléaires et **restreindre l'agression russe**. Je vais créer de nouveaux partenariats afin de vaincre les menaces du 21e siècle : le terrorisme et la prolifération du nucléaire; la pauvreté et le génocide; les changements climatiques et la maladie. Et je vais restaurer notre réputation morale, afin que les États-Unis redeviennent le meilleur et l'ultime espoir pour tous ceux qui embrassent la cause de la liberté, qui aspirent à vivre en paix et rêvent d'un avenir meilleur. » («[The American Promise](#)», Democratic Convention, Denver, 28 août 2008, souligné par l'auteur)

Ce sont là les politiques que j'adopterai. Et dans les prochaines semaines, je serai impatient d'en débattre avec John McCain. » (The American Promise, 28 août 2008, convention démocrate, Denver, souligné par l'auteur)

« Terminer la guerre contre Al Quaïda et les talibans » signifie repousser la « guerre mondiale au terrorisme » à de nouvelles frontières.

Concrètement, la GMAT, qui se trouve au cœur de la campagne d'Obama, fournit un

prétexte et une justification pour mener une guerre de conquête, accroître l'influence des États-Unis au Moyen-Orient, en Asie Centrale, en Afrique subsaharienne, ainsi qu'en Asie du Sud-Est.

Obama-Biden et la « nouvelle guerre froide »

La campagne Obama-Biden est vouée à renforcer la présence militaire des États-Unis et de l'OTAN à la frontière irano-afghane, à la frontière entre l'Afghanistan et la région autonome ouïgoure du Xinjiang, ainsi qu'au Pakistan.

L'Afghanistan est un centre stratégique de l'Asie Centrale, aux confins de l'Iran, de l'ancienne Union soviétique, de la Chine et du Pakistan. Il s'agit d'un isthme et d'un corridor potentiel d'oléoducs de gaz et de pétrole reliant le bassin de la mer Caspienne à la mer d'Oman. Ce pays est également un élément du processus continu de militarisation et d'encerclement de la République populaire de Chine.

La campagne Obama-Biden a aussi donné son aval à la « nouvelle guerre froide ». La Russie est explicitement identifiée comme un agresseur dans le discours d'Obama. L'Iran est représentée comme une menace nucléaire, malgré les preuves accablantes du contraire.

Joe Biden, qui, advenant qu'il soit élu, remplacerait Dick Cheney, considère la Russie, la Chine et l'Inde comme étant les principales menaces à la sécurité nationale des États-Unis :

*« La politique étrangère de Bush nous a enfoncés dans un trou très profond, avec très peu d'amis pour nous aider à en ressortir. Et durant les sept dernières années, **l'administration n'a pas réussi à affronter les plus grandes puissances qui façonnent ce siècle. L'émergence des grandes puissances que sont la Russie, la Chine et l'Inde**, la prolifération d'armes mortelles, la pénurie de réserves sécurisées d'énergie, de nourriture et d'eau. Le défi des changements climatiques et la résurgence du fondamentalisme en Afghanistan et au Pakistan, le véritable front de la guerre au terrorisme.*

Mesdames et Messieurs, ces dernières années et ces derniers jours nous voyons encore une fois les conséquences de la négligence, de cette négligence, de la Russie défiant la liberté même du nouveau pays démocratique qu'est la Géorgie. Barack et moi allons en finir avec cette négligence. Nous tiendrons la Russie responsable de ses actes et aiderons la Géorgie à se rebâtir. Je suis allé sur le terrain en Géorgie, en Irak, au Pakistan et en Afghanistan et je peux vous dire avec certitude que la politique de cette administration est un échec abyssal. Les États-Unis ne peuvent se permettre quatre autres années de cet échec. » ([Convention démocrate](#), 27 août 2008, souligné par l'auteur)

La militarisation de l'Afghanistan et du Pakistan sous la GMAT est dirigée contre deux alliances militaires qui se chevauchent : [l'Organisation de coopération de Shanghaï \(OSC\)](#) et [l'Organisation du Traité de sécurité collective \(OTSC\)](#).

L'OSC est une alliance militaire entre la Russie et la Chine et plusieurs anciennes républiques soviétiques d'Asie Centrale incluant le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. L'Iran a un statut d'observateur au sein de l'OSC.

[L'Organisation du Traité de sécurité collective \(OTSC\)](#), qui joue un rôle géopolitique clé par

rapport au transport et aux corridors énergétiques, entretient des relations étroites avec l'OSC. L'OTSC regroupe les États membres suivants : l'Arménie, le Belarus, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Russie, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan.

Pour Obama et Biden, la guerre à l'Iran est lancée. La nouvelle guerre froide est orientée contre la Chine, la Russie et ses alliés, à savoir l'alliance militaire OSC-OTSC.

Défier les menaces présumées de la Russie dans le Caucase et l'Europe de l'Est. En d'autres mots, les démocrates ont approuvé la nouvelle guerre froide.

Quelles sont les perspectives d'une présidence Obama?

Outre la rhétorique « ramenons les troupes » d'un Irak déchiré par la guerre, ce qui pourrait être accompli ou non, qu'est ce qui distingue les démocrates des républicains?

Un président plus articulé, plus instruit et plus charismatique?

Une approche plus digne et plus diplomatique en matière de politique étrangère?

Une opportunité pour l'élite dirigeante des États-Unis « de montrer au monde un visage différent pouvant raviver les croyances en ses prétentions démocratiques, non seulement au niveau international, mais aussi aux États-Unis. » (Patrick Martin, [Tensions rise in Democratic contest as Obama nears nomination](#), Global Research, 11 mai 2008)

Une approche « humanitaire » fautive et contrefaite d'un Empire servant à masquer la vérité et à gagner l'appui populaire.

Un Commandant en chef moins téméraire qui comprend la géopolitique et est en mesure de prendre des décisions en matière de politique étrangère. Un agenda militaire mieux conçu que celui vécu pendant l'administration Bush? Mais sans changement de cap considérable.

Un moyen d'étouffer la dissidence croissante et l'opposition à l'establishment corporatif en donnant l'illusion que les démocrates constituent une réelle alternative.

Un moyen de maintenir l'illusion que les Afro-américains peuvent monter dans l'échelle sociale aux États-Unis et que leurs droits fondamentaux sont maintenus.

Un moyen de saper les mouvements sociaux réellement progressistes en arrimant davantage les organisations de la société civile, les syndicats, les organisations locales, sans compter les intellectuels « de gauche » au cercle du Parti démocrate.

Une distraction des graves crimes commis sous les administrations états-uniennes successives.

Un « visage humain » de la guerre et de la mondialisation?

Pour lire l'article original en anglais, publié le 29 août 2008, [cliquez ici](#).

Traduction : Julie Lévesque pour [Mondialisation.ca](#).



Michel Chossudovsky est directeur du Centre de recherche sur la mondialisation et professeur d'économie à l'Université d'Ottawa. Il est l'auteur de [Guerre et mondialisation, La vérité derrière le 11 septembre](#) et de la [Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial](#) (best-seller international publié en 11 langues).



[Guerre et mondialisation](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Prof Michel Chossudovsky](#), Mondialisation.ca, 2008

Articles Par : [Prof Michel Chossudovsky](#)

A propos :

Michel Chossudovsky is an award-winning author, Professor of Economics (emeritus) at the University of Ottawa, Founder and Director of the Centre for Research on Globalization (CRG), Montreal, Editor of Global Research. He has taught as visiting professor in Western Europe, Southeast Asia, the Pacific and Latin America. He has served as economic adviser to governments of developing countries and has acted as a consultant for several international organizations. He is the author of eleven books including The Globalization of Poverty and The New World Order (2003), America's "War on Terrorism" (2005), The Global Economic Crisis, The Great Depression of the Twenty-first Century (2009) (Editor), Towards a World War III Scenario: The Dangers of Nuclear War (2011), The Globalization of War, America's Long War against Humanity (2015). He

is a contributor to the Encyclopaedia Britannica. His writings have been published in more than twenty languages. In 2014, he was awarded the Gold Medal for Merit of the Republic of Serbia for his writings on NATO's war of aggression against Yugoslavia. He can be reached at crgeditor@yahoo.com Michel Chossudovsky est un auteur primé, professeur d'économie (émérite) à l'Université d'Ottawa, fondateur et directeur du Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) de Montréal, rédacteur en chef de Global Research.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca